

Extrait de la Conférence donnée par Joseph E. Stiglitz à l'Assemblée Nationale 13 janvier 2015
"Restaurer la croissance" (traduit de l'anglais)

Tout d'abord, et vous le savez aussi bien que moi, l'économie française n'a guère été performante ces derniers temps. Le revenu par tête est inférieur à ce qu'il était en 2008, le chômage s'élève à un niveau inacceptable à 12%, et pire encore, le chômage des jeunes atteint 25%. Les coûts économiques de cette situation sont aujourd'hui manifestes. Nous gaspillons la ressource la plus précieuse de toute société : la ressource humaine. Ce qui est perdu aujourd'hui ne reviendra jamais. **Les mauvaises performances économiques de la France aujourd'hui réduisent son potentiel de croissance future.** La France, à l'heure présente et pour les années à venir, paie un prix élevé pour la mauvaise gestion de son économie. [...]

Les performances économiques de l'Europe au cours des sept dernières années ont été affligeantes. Celles de la France se sont inscrites dans la moyenne européenne : son taux de chômage est similaire à celui de l'Europe dans son ensemble, comme l'est son taux de chômage des jeunes. **La plupart des pays d'Europe ont subi une baisse du revenu par tête et de la production par personne en âge d'activité.**

Certains de ces pays sont en dépression – c'est le seul mot utilisable pour décrire ce qui se passe dans des pays comme la Grèce et l'Espagne, où le chômage dépasse 25% et le chômage des jeunes 50%, et le chiffre serait pire encore en l'absence de la vague d'émigration qui détruit les familles.

Même l'Allemagne, l'économie soi-disant la plus performante, ne brille que par comparaison. Sa croissance du revenu par tête a été faible ; et une grande partie de sa population a effectivement subi une réduction de son niveau de vie. La croissance décevante de son PIB s'est traduite par une augmentation des inégalités et des emplois à bas salaires. [...] (S)on succès apparent dépend des excédents commerciaux, et par définition, tous les pays ne peuvent avoir des excédents. Si tous s'y essayaient, le monde plongerait dans une situation économique encore plus désastreuse.

Outre-Atlantique, les choses semblent mieux se porter concernant au moins deux aspects – la croissance et la création d'emplois. **Mais en regardant au-delà des chiffres, on peut difficilement prétendre que le modèle américain fonctionne. La croissance depuis le début du nouveau millénaire a été dérisoire, et tous les bénéfices de cette croissance sont allés vers les hauts revenus.** Le revenu médian est inférieur à ce qu'il était il y a un quart de siècle ; le revenu médian d'un travailleur à temps plein de sexe masculin est inférieur à ce qu'il était il y a quarante ans ; au bas de la pyramide, les salaires ne sont guère différents de ce qu'ils étaient il y a un demi-siècle. Le taux d'activité est le plus bas depuis que les femmes ont commencé à entrer en masse dans la population active. La réduction du taux de chômage est principalement due au fait que les travailleurs ont cessé de chercher un emploi, et même parmi ceux classés comme « actifs », un grand nombre occupent des emplois à temps partiel sans prestations ni protections sociales ; les gens souhaitant un emploi à temps plein ne peuvent en obtenir. Une économie qui ne parvient pas à répondre aux besoins de la plupart des citoyens est une économie défailante, un système économique déficient. En ce sens, le système économique américain, au moins sur le dernier quart de siècle ou plus, est un système économique qui a échoué.

[...]

Le diagnostic vu d'Allemagne est simple. Les déficits budgétaires excessifs et les rigidités structurelles de ces pays en sont responsables. Permettez-moi de m'exprimer clairement dans un langage qui n'est ni diplomatique, ni académique : c'est une aberration totale. L'Espagne et l'Irlande avaient des excédents et un faible ratio d'endettement avant la crise. **La crise a provoqué les déficits, et non l'inverse. La raison pour laquelle les États-Unis s'en tirent mieux que l'Europe, c'est que nous n'avons pas succombé au crédo de l'austérité, tout du moins pas dans la même mesure.** (Fait intéressant : les États américains qui y ont succombé ont connu des performances inférieures). Aujourd'hui, l'une des raisons pour lesquelles les États-Unis sont à nouveau en croissance, c'est qu'à la fois les États et le gouvernement fédéral dépendent davantage.

L'idée que les problèmes structurels au sein des différents pays sont à l'origine de ces mauvaises performances est également une pure absurdité. La croissance de la productivité horaire en France avant la crise était honorable, et même aujourd'hui, dans certains secteurs comme la santé, la productivité française est incomparablement meilleure que celle des États-Unis. Les rigidités structurelles peuvent conduire à des inefficacités limitant le niveau de vie ; mais l'affaissement du niveau de vie qui a suivi l'austérité est incomparablement plus élevé. Ce ne sont pas les rigidités structurelles qui ont causé les bulles immobilières aux États-Unis et en Espagne. Ce ne sont pas les rigidités structurelles qui ont donné lieu aux excès du secteur financier, qui sont à la racine de la crise dont nous souffrons encore.

Bon nombre des soi-disant réformes structurelles qui sont demandées ne sont rien d'autre que des politiques qui réduisent le niveau de vie pour de larges fractions de la population, par le biais de salaires plus bas, d'une insécurité croissante de l'emploi et de prestations sociales inférieures. Comment peut-on prétendre que la meilleure façon d'élever le niveau de vie est d'adopter des politiques visant à les abaisser pour la grande majorité des citoyens ? Ou encore des politiques qui augmentent le niveau déjà très élevé des inégalités, avec une distribution de la richesse plus inéquitable encore – en violation de l'un des principes clés de la Révolution française.

Certains utilisent la crise comme un prétexte pour démanteler l'État-providence, affirmant que la crise aurait démontré sa défailance. Mais les échecs de l'Europe ne sont pas la conséquence de l'État-providence. Certains des pays les plus performants sont ceux disposant des systèmes de protection sociale les plus solides ; le ralentissement en Europe aurait été beaucoup plus aigu sans les stabilisateurs automatiques qui résultent de l'État-providence. En

particulier, **les réformes structurelles qui réduisent les salaires et la sécurité économique conduisent à une demande globale plus faible. Or, le problème auquel sont confrontés la France, l'Europe, et le monde est un déficit de demande globale. Ce n'est pas un problème d'offre.** Ainsi, bon nombre de ces réformes structurelles pourraient aggraver le malaise de l'Europe, en augmentant l'écart entre l'offre et la demande, aggravant ainsi la menace actuelle de déflation en France. La véritable cause de l'échec de l'Europe réside ailleurs. Et je vais l'évoquer dans un instant.

[...]

Quel est donc le problème fondamental auquel sont confrontés les pays européens en général, et la France en particulier, s'il ne s'agit pas des rigidités structurelles ?

Le premier problème, auquel j'ai déjà fait allusion, est **la poursuite excessive des politiques d'austérité, qui ont exacerbé la baisse de la demande globale privée.**

Il existe également un problème structurel, mais il s'agit d'un problème lié à la structure de la zone euro et non à celle des pays individuels. Il n'est pas facile de faire fonctionner une monnaie unique au sein d'un ensemble de pays aussi divers que ceux de la zone euro. L'euro était un projet politique, mais qui manquait de volonté politique pour créer un cadre économique lui permettant de fonctionner. [...] Pour remplacer les ajustements nécessaires qui se seraient normalement déroulés à travers les changements de taux de changes, certains appellent à une dévaluation interne – un mot élégant pour dire que les prix en France devraient baisser. Ils appellent implicitement à la déflation, suggérant que des exportations accrues combleraient la réduction de la dépense publique. Encore une fois, c'est une absurdité. Les améliorations qui se sont produites dans la balance courante ont été en grande partie la conséquence de la baisse des importations – résultant des efforts concertés pour affaiblir les niveaux de vie dans ces pays – et non de la hausse des exportations. Les dévaluations internes n'ont jamais marché, tout comme l'austérité n'a jamais marché. Si cela avait été le cas, l'étalon or n'aurait présenté aucun problème durant la Grande Dépression. Maintenant, non seulement nous savons à quel point la déflation est nuisible à l'économie, car le fardeau des dettes s'accroît, mais nous savons en outre pourquoi.

L'Europe a créé un système instable, où l'argent et les individus hautement qualifiés affluent des pays pauvres vers les pays riches, exacerbant les différences existantes et générant divergence plutôt que convergence. L'Europe a créé des crises de dettes souveraines qui n'existaient pas auparavant.

[...]

Il existe désormais au sein de la pensée économique une reconnaissance commune des **réformes structurelles nécessaires pour faire fonctionner l'euro** [...] : une union bancaire commune [...] ; des eurobonds, ou une manière similaire de générer des financements adossés à l'ensemble de l'Europe ; un cadre fiscal commun plus solide et non un pacte partagé de suicide par l'austérité ; enfin une solidarité réelle, avec un fonds de solidarité pour la stabilisation conjoncturelle et la croissance, une politique partagée pour lutter contre le chômage et des investissements communs pour construire l'Europe du futur.

Mais ce n'est pas tout. La convergence nécessitera des politiques industrielles permettant aux pays moins avancés d'avoir plus de chance de rattraper le peloton ; des politiques de réglementation orientant les fonds à l'écart de la spéculation dans l'immobilier et dans l'investissement productif pour créer des emplois et augmenter la productivité ; des politiques d'innovation évitant l'innovation destructive du secteur financier au profit d'une innovation de création, enrichissant la vie des individus et protégeant l'environnement que nous partageons tous. [...]

L'Europe doit également changer le mandat de la BCE, pour se préoccuper davantage de la croissance, de la stabilité financière, de l'emploi et des inégalités. Son attention presque exclusive sur l'inflation a été adoptée à une époque où les idées néolibérales dominaient le débat. [...]

Telles sont les réformes structurelles nécessaires, et qui pourraient tant faire pour atténuer l'impardonnable gaspillage de ressources qui a marqué les économies européennes de ces dernières années. [...] (Celles-ci pourraient permettre de) **passer des politiques d'austérité à des politiques de croissance.** Les dirigeants européens l'ont dit à maintes reprises, mais n'ont rien fait à ce sujet. Les pays bénéficiant de la plus grande marge budgétaire doivent l'utiliser à bon escient. Étant donné les interdépendances en Europe, la croissance dans ces pays bénéficierait à toute l'Europe. Plutôt que de compter sur la déflation dans les pays avec des comptes courants déficitaires, on devrait encourager un degré d'inflation dans les pays excédentaires. Le fétichisme de l'inflation modérée n'est rien d'autre que cela : du fétichisme ; les dommages causés par la déflation sont bien plus graves. Des augmentations importantes du salaire minimum en Allemagne pourraient y contribuer, ainsi qu'aider à lutter contre l'inégalité croissante dans ce pays. Les institutions existantes, comme la Banque européenne d'investissement, devraient investir bien davantage et aider à combler le déficit causé par la faiblesse des investissements privés et des prêts bancaires, en particulier aux petites et moyennes entreprises.

Les problèmes auxquels la France est confrontée sont largement créés au-delà de ses frontières, par la structure et les politiques de la zone euro. Ce sont des problèmes européens nécessitant une solution collective européenne. L'euro a été créé pour favoriser la solidarité européenne. Il a eu exactement l'effet inverse. Ce qui est nécessaire aujourd'hui, c'est un réengagement envers les principes de solidarité européenne sur lesquels l'euro a été créé. Cette solidarité est incompatible avec le leitmotiv que l'Union européenne n'est pas une union de transfert.

Il sera difficile, voire impossible, pour la France de revenir à une croissance robuste si elle reste dans une zone euro tardant à faire les réformes structurelles nécessaires et empêtrée dans des politiques d'austérité qui n'ont pas fonctionné et ne fonctionneront pas.